

Bamwisho, prisonnier de la mémoire de son père !

Elu du commissaire peuple (député) en 1987, le vice-gouverneur du Nord-Kivu est-il en passe de devenir un vomit de la base ? L'affirmative se tisse dans l'opinion, même dans une frange de son terroir. Les journalistes du collectif de l'Upza/Nord-Kivu ne se sont pas empêchés de poser cette question au vice-gouverneur qui n'y croit pas même d'un seul iota : les thuriféraires et autres frotte-manches n'ont toujours pas le courage de désillusionner l'autorité. A tel enseigne que la grande question a été de savoir quelles traces laissera l'autorité régionale à la postérité. Cette jeune équipe est-elle condamnée à l'oubli de l'histoire régionale du Nord-Kivu ? A l'heure où la misère accable le peuple devenu, par la force des choses, acquis au changement qualitatif, l'autorité régionale, liée poings et pieds par son serment de fidélité à la hiérarchie décriée, ne saurait pas gagner une large sympathie à la base. Le haro, qui l'a auréolé dans l'affaire 5 millions de zaires, en est un signe indubitable. Au point de dissuader les opérateurs économiques dans leur recherche des voies et moyens (palliatifs) de mettre en veilleuse la circulation du billet de 5.000.000 Z. Arguant de laisser tomber les bras devant la fatalité : tous les salaires ne seraient versés qu'en ce billet. Tout un programme initial prévoyant un cycle de trois mois pour les 5.000.000, trois autres mois pour les 10.000.000Z, devait-on apprendre d'une bouche de la sécurité.

Les temps sont durs

Les temps sont durs, ce refrain a déjà été entendu de la bouche du titulaire. Le vice lui a préféré une phrase moins laconique : "c'est déjà un miracle de faire fonctionner la région". Et pour cause, le flux de taxes s'est presque desséché et les quelques recettes enregistrées sont absorbées par des obligations budgétaires : dépenses de sécurité avec l'entretien de ce front de Kasindi qui, outre les troupes de Rumangabo, avait reçu des troupes fraîches de Kinshasa. Des bérets rouges talonnés par la Garde civile. Le gros de la logistique devant être assurée par la Région, première porte des urgences.

Mais l'autorité régionale est environnée par des sous-contractuels qui émargent au budget régional. En cette période de vaches maigres, le cabinet a difficile pour éviter la très grande irrégularité de la paie des salaires. Dont le barème serait revu tous les mois. Là où le bât blesse, ce sont les charges de santé ou d'hôtellerie. "Mauvais payeur" aux yeux de l'opinion, le cabinet actuel s'efforcerait de ne pas - et c'est son souci majeur semble-t-il - "léguer des dettes à ses successeurs". Tout serait à son honneur si nous ne fréquentions

pas ses créanciers et si un organe délibérant existait pour assurer le blanc seing, après contrôle.

Avec les frets aérien et lacustre, les passagers en taxis aériens et par bus, le ciment, la bière, les taxes de bâtisses et de terrains non bâtis, la sortie des produits vivriers, l'exploitation artisanale des matières premières...serait-ce vraiment le Sahel ? La région devrait publier des chiffres, des statistiques pour prouver sa compétence.

Pour le vice-gouverneur, "beaucoup a été fait avec le concours de la Région et même de nos partis" (allusion faite à la DCF/N et au MPR) ; "pour l'honneur de celui qui reçoit il n'y a pas de tapage à faire. A chacun de faire ses enquêtes donc pour repérer les bornes fontaines, les tronçons routiers, les dispensaires, le (s) corbillard (s)... Cette conception des choses heurte le principe majeur qui est celui de "bien faire et le faire savoir". Surtout à la veille des échéances électorales. Comme si l'autorité avait oublié qu'un jour elle devra rendre compte au peuple. Sinon que signifierait d'ailleurs cette phrase : "j'assume l'héritage d'un nom respectable, je suis prisonnier de cette mémoire". Tout un capital politique qu'il ne faudrait pas dilapider comme si

l'on était un vétéran qui cueille en ultime étape les roses de la vie.

Munzenze en fission

Goma risquait déjà de ressembler à une ville de Farwest qui, sous la hantise des Daltons, attend son Lucky Luke. Comme à la prison centrale Munzenze de Goma, les rats et les détenus erraient vainement à la recherche de miettes lorsque Caritas n'avait rien fourni, une évasion spectaculaire avait vidé cette institution pénitentiaire de ses Ringo et autres bandits de grand chemin, ou voleurs à main armée.

Après s'être quelque peu réjoui du coup de filet du commandant Oleko, Goma a encore sombré dans la peur d'un pillage select, fait de ces bandits qui se sont égayés sous le feu nourri des gardes au cachot de la 8ème Circo à 2 heures du matin. Un commissionnaire a failli en payer les frais n'eût été la vigilance de ses locataires qui ont appréhendé un bandit. Ce dernier, sous la tension des cordes le ficelant, a passé l'arme à gauche, rendant l'âme et imputant donc les frais d'enterrement à ses ultimes justiciers. Qui n'ont pas manqué de goûter à l'un des nombreux cachots de fortune dont Goma s'est doté après l'éclatement de Munzenze. Question de les sécuriser sûrement contre quelques représailles du gang en cavale.

Mais comment garantir la sécurité des biens et des personnes au Nord-Kivu ? Une région aujourd'hui sans prisons. Bien des efforts sont entrepris pour neutraliser les gangsters. Sans maison d'arrêt et de correction toute peine serait perdue. La "charria" de Kalumbo a tourné au vinaigre à Butembo et les chefs de quartiers de Goma s'en sont méfiés du moment qu'aucun acte juridique ne les sécurisait contre les poursuites éventuelles.

Masisi en ébullition

Pendant ces temps, à Masisi, la territoriale a maille à partir avec les

membres d'une certaine Magrivi qui tente d'emmêler toute la masse d'expression kinyarwanda et de l'embarquer, sans exclusive, dans des prétentions à la nationalité zaïroise. Sur cette question, Bamwisho, qui alors député (voir Jua n° 408) demandait hic et nunc l'application de la loi sur la nationalité, a mis de l'eau dans son vin prônant l'attentisme étant donné le caractère national de ce problème. Une question sur laquelle le Nord-Kivu ne peut s'appliquer seul. L'opinion se demande s'il n'est pas en voie d'être embobiné comme ceux qu'il dénonçait au Parlement, c'est-à-dire ces hauts responsables "corrompus en biens matériels et en femmes rwandaises".

Si tout le monde attendait, pénard, cela passerait. Mais dans l'entourage immédiat de l'autorité régionale, le nom du conseiller principal Nyarubwa rabat les oreilles des observateurs de la vie politique de Masisi. Plusieurs rapports mentionnent son nom comme une éminence sombre (pas grise) des fauteurs de troubles en mal de nationalité dans Masisi. Où l'on a noté dernièrement la mort d'un certain Mbirinde Kanyabidare dans le cachot du commissaire de zone assistant de Kihondo... qui avait condamné le déchu pour 60 jours. En plus, où le chef de groupement de Nyamaboko I a échappé à une marée humaine - armée de machettes et de lances - d'expression kinyarwanda venue, le 3 mars dernier, libérer deux de leurs arrêtés en tant qu'instigateurs de rencontres clandestines de la Magrivi. Libération orchestrée par, dit le rapport de collectivité, un certain Mutsiri, animateur de la Magrivi à Luke.

Aneza, la vache à lait

La Région aurait déjà libéré près de 2 milliards de zaires pour susciter des contributions personnelles de la population. Mais n'est-ce pas une goutte d'eau dans la mer lorsque l'on considère le coût des matériaux de construction ?

L'Aneza n'est pas indifférente à cette invite de l'autorité du moment qu'un devis serait établi. Mais dans quelle proportion la population devrait-elle se substituer à l'Etat ? Pour plus de moitié du coût. D'où la gestion de ce fonds reviendrait à un comité spécial non étatique.

En attendant un comité spécial de sécurité doté d'un budget estimatif théorique de 200.000 FB par mois pour assurer des rondes de surveillance la nuit. Créé depuis le 20 janvier, ce comité, présidé par M. Musanganya avec MM. Hens et Ahmed comme vice-présidents mais où les opérateurs économiques originaires du grand-nord ont brillé par leur absence, devra pouvoir obtenir des plus grandes contributions de la base.

Devant l'étendue des besoins, le gouffre des attentes et la faillite de l'Etat, le glas a sonné pour l'unitarisme. Quand, au delà des impôts, le citoyen, ou mieux le ressortissant, doit financer directement des services de l'Etat, de plus en plus d'appels s'élèvent pour une plus grande disponibilité sur place des ressources générées par les services de traditionnels. Au lieu de les convoier Dieu seul sait vers quels cieux ou les poches du pouvoir central. Et une autorité, qui s'accroche inconditionnellement à cette hiérarchie, semble cracher sur le souverain primaire en instance de récupération de sa voix pour son affectation à bon escient.

Jean Bamwisho Mihia est-il à la hauteur de la mémoire de son illustre père ? Même si la comparaison tient à l'union sanguine et à l'étendard de député que les deux ont porté dans la Deuxième République, la controverse - et c'est là la différence - le fils a pris les rênes de la chose publique en région. Au moment où le peuple attendait et espérait plus des originaires alors que l'Etat en liquéfaction rangeait sa providence. Ce qui surprend c'est qu'entre ami, le bourreau et le frère faible victime, le choix n'est plus clair.

Kahindo Muhasa Tsongo

Ngezayo de ZTH découragé par les pillages !

M. Victor Ngezayo Kambale, 50 ans, opérateur économique bien connu au Zaïre et particulièrement au Nord-Kivu, dit être parmi les entrepreneurs du pays à n'avoir pas été décorés. Et ce, en dépit des efforts fournis dans le développement économique du Zaïre. Il est actuellement président de la Fondation de l'Université libre des pays des grands lacs (ULPGL) à Goma.

"J'ai investi toute mon énergie, tout mon savoir-faire, toutes mes capacités managériales au Zaïre depuis 1960". Sans le concours de l'Etat ni d'aucun homme

politique. Mais aujourd'hui l'on me taxe de mouvancier ou encore de quelqu'un sans parapluie politique alors que "je m'intéresse moins de la politique politicienne depuis que je fais les affaires dans ce pays". Et de poursuivre, "je ne fais que la politique économique". En effet, le café au Nord-Kivu, c'est Ngezayo, les hôtels, c'est encore lui : Hôtel Beni à Beni, Résidence à Bukavu, Park Hôtel à Lubumbashi, Karibu à Goma et dernièrement encore Okapi à Kinshasa. Le premier à acheter un avion au Nord-Kivu, c'est toujours lui.

Le P.d.g. de Z.T.H. a été découragé par la destruction de son hôtel Okapi à Kinshasa ou encore celle du Park Hôtel à

Lubumbashi. Les pillages perpétrés presque partout dans la région du Nord-Kivu et principalement à Beni ont, à l'instar d'autres opérateurs, bloqué ses activités économiques. Il n'est pas moins sidéré de voir son argent bloqué en banque comme pour les autres commerçants, freinant ainsi le mouvement de ses activités.

Avez-vous bénéficié du régime ? Non, rétorque M. Ngezayo qui s'inscrit en faux contre les personnes qui l'ont fait enregistrer sur la liste des pilleurs ou autres personnes devant rapatrier 50 % de leurs avoirs se trouvant à l'étranger. Car, dit-il, "je n'ai jamais bénéficié d'un don, ni d'un crédit du gouvernement zaïrois ou d'aucun

fonds public. Je n'ai pas d'associés politiques." Au contraire, il clame n'avoir jamais trompé dans les matières premières. Il a plutôt pris d'énormes engagements pour développer ce pays. Il aime et aimera ce pays. Tous ses biens au Zaïre, c'est pour la nation entière, renchérit-il.

Ce Zaïrois de père belge d'origine soviétique et d'une mère zaïroise d'origine rwandaise se dit homme de Dieu. Sa seule référence est le Seigneur, le seul parapluie de ses affaires. Quant à ses relations avec M. Habyarimana, M. Victor Ngezayo Kambale déclare les avoir nouées à travers Mme Agathe Habyarimana, dont les parents avaient des

connaissances avec sa défunte mère Marie. Ses relations avec le chef de l'Etat rwandais sont strictement familiales ou amicales.

Concernant la fameuse concession de Walikale qui appartiendrait à M. Habyarimana, M. Ngezayo a déclaré avoir seulement localisé l'endroit. Les démarches pour son obtention ont été menées sans lui et en dehors de lui. Il a estimé enfin que la jalousie, la haine et les mensonges tant qu'ils ne seront pas abolis, le Zaïre et le Nord-Kivu ne se développeront pas.

Gabriël Lukeka bin Miya